LIBYE

Les rebelles, qui progressent, multiplient les visites à l'étranger

Les dirigeants des rebelles libyens cherchent à asseoir leur légitimité internationale en multipliant les visites à l'étranger après avoir enregistré sur le terrain des succès face aux troupes loyales au colonel Mouammar Kadhafi.

Le chef de la diplomatie de la rébellion, Mahmoud Jibril, qui se trouve pour plusieurs jours aux Etats-Unis, devait être reçu hier à la Maison Blanche par le conseiller du président Barack Obama pour la sécurité nationale, Tom Donilon.

M. Jibril s'est déjà entretenu mercredi avec le président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, John Kerry, qui a annoncé qu'il élaborait une loi permettant d'utiliser, au profit des rebelles, certains avoirs gelés du colonel Kadhafi.

Interrogé sur la chaîne CNN sur ce qu'il attend des entretiens d'hier vendredi, Mahmoud Jibril a déclaré : «Nous avons besoin d'être reconnus» officiellement par les Etats-Unis.

Plus tôt jeudi, devant le centre de réflexion Brookings, M. Jibril avait pronostiqué une chute du régime Kadhafi «dans les quelques semaines à venir» et demandé l'aide des Etats-Unis pour aider financièrement les insurgés.

«Nous sommes face à un problème financier très aigu (...), n'avons presque plus d'argent», avait-il expliqué.

Les Etats-Unis vont puiser dans les fonds libyens bloqués sur leur territoire pour «aider le peuple» libyen, a promis la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton.

Photo : DR

Les affrontements entre les rebelles et l'armée libyenne ont fait des milliers de morts dans le pays.

De source proche de l'administration, Washington pourrait verser à court terme plus de 150 millions de dollars aux rebelles.

Pendant ce temps, le président du Conseil national de transition (CNT, organe politique de la rébellion), Moustapha Abdeljalil, se trouvait à Londres, pour une visite dont la durée n'a pas été précisée.

Après sa rencontre avec M. Abdeljalil, le Premier ministre britannique David Cameron a invité le CNT à ouvrir à Londres son premier bureau de représentation en Europe et promis plusieurs millions de livres d'équipements pour la police de Benghazi, fief de la rébellion dans l'Est libyen, ainsi que du matériel de communication.

Pour Londres, le CNT est désormais «l'interlocuteur politique légitime de la Libye», tout comme l'ont reconnu la France, l'Italie, le Qatar et la Gambie, une annonce saluée par M. Abdeljalil.

Ce dernier a par ailleurs estimé que le colonel Kadhafi était «une cible légitime» pour l'Otan alors que des frappes de l'Alliance atlantique ont touché jeudi le vaste complexe résidentiel du dirigeant à Tripoli, faisant trois morts et 27 blessés, selon un responsable gouvernemental.

M. Abdeljalil s'était, avant Londres, rendu en France et en Italie, deux pays qui ont envoyé, à l'instar du Royaume-Uni, une poignée de conseillers militaires pour aider les rebelles.

Ces contacts tous azimuts interviennent alors que les rebelles, dopés par leur succès à l'aéroport de Misrata (ouest) sur les forces loyalistes, s'apprêtent à marcher sur Zliten, avec en ligne de mire Tripoli, à 200 km à l'ouest.

Selon Salah Badi, un responsable rebelle, les forces gouvernementales se sont regroupées à Zliten (50 km à l'ouest de Misrata) et les insurgés, qui ont déjà progressé d'environ 20 km vers Zliten, vont désormais concentrer leurs efforts sur ce front.

A Benghazi, un Français blessé par balle est décédé dans la nuit de mercredi à jeudi à l'hôpital, après «un contrôle de police», a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Bernard Valero.

Quatre autres Français ont été interpellés, a-t-il dit, sans préciser l'identité et la raison de la présence de ces Français à Benghazi.

Selon des sources spécialisées dans les milieux de sécurité privée, le Français tué est un ancien militaire, fondateur et responsable d'une société de sécurité privée employant d'anciens soldats.

Agé de 47 ans, il avait fondé en 2003 la Secopex qui se présente sur son site internet comme une «société d'appui stratégique et opérationnel», installée à Carcassonne (sud-ouest de la France).

Contactée par l'AFP, la Secopex a reconnu avoir des hommes à Benghazi mais s'est refusée à tout autre commentaire.

Le vice-ministre libyen des Affaires étrangères Khaled Kaïm a affirmé que le régime ne tenterait pas de reprendre, par la force, l'Est aux mains des forces rebelles : «Ce n'est pas la politique du gouvernement que de reconquérir les villes de l'Est», a-t-il dit à un petit groupe de journalistes, dont l'AFP.

Depuis le début de la révolte mi-février, les violences ont fait des milliers de morts selon le procureur de la CPI, et poussé près de 750 000 personnes à fuir, selon l'ONU.

Le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini a affirmé jeudi qu'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) contre M. Kadhafi était «probable» à «la fin de ce mois», selon l'agence de presse Ansa.

SYRIE

Armée et services de sécurité déployés en force dans le pays

Des soldats et des membres des services de sécurité ont été déployés en force hier dans les foyers de la contestation en Syrie, en prévision de nouvelles manifestations contre le régime, ont indiqué des militants.

«Il y a un déploiement intense des agents des forces de sécurité. Des points de contrôle ont été établis dans les villes et villages qui ont connu des manifestations» en faveur de la démocratie, a affirmé à l'AFP un militant des droits de l'homme sous couvert de l'anonymat.

Parallèlement, a-t-il ajouté, les arrestations de militants se poursuivaient à travers le pays, de Deir Ezzor (est) à Lattaquié (ouest) et de Qamichli (nord-est) à Deraa (sud), où le mouvement de contestation est née le 15 mars.

Près de 3 000 personnes ont commencé à manifester pour la liberté après la prière du vendredi à Qamichli, a indiqué un autre militant.

Selon un autre militant, dans la ville côtière de Banias (nord-ouest), encerclée depuis samedi par l'armée, «plus de 2 000 soldats sont déployés sur la place où manifestent les habitants ainsi que dans les rues adjacentes».

Depuis samedi, neuf personnes ont été tuées par les forces de l'ordre dans cette ville de 50 000 habitants, selon des militants. Il a par ailleurs indiqué que les autorités avaient prévu des manifestations en faveur du régime à Deraa et à Banias.

Les militants pro-démocratie ont lancé de nouveaux appels à manifester hier vendredi contre le régime malgré une répression qui a fait quelque 700 morts et des milliers d'arrestations depuis la mi-mars, selon des ONG.

Selon un écrivain et opposant, Louaï Hussein, le président Bachar Al-Assad aurait donné des instructions fermes aux forces de l'ordre pour qu'elles n'ouvrent pas le feu sur les manifestants.

Les autorités accusent des groupes armés extrémistes instrumentalisés par l'étranger de vouloir semer le chaos dans le pays.

PAKISTAN

Le départ des cadets en permission se transforme en carnage

Les cadets du centre d'entraînement de la police des frontières de Shabqadar, dans le nord-ouest du Pakistan, se réjouissaient de rejoindre leur famille pour une permission de 10 jours quand deux kamikazes taliban ont provoqué un carnage.

Sur les 80 personnes au moins qui ont été tuées, 69 étaient de jeunes recrues.

C'était, pour la plupart, la première fois qu'ils devaient retourner à la maison depuis qu'ils avaient rejoint les rangs de la Frontier Constabulary, une unité paramilitaire chargée d'épauler l'armée pour surveiller la frontière avec l'Afghanistan toute proche, dans ces zones tribales, bastion des talibans pakistanais et principal sanctuaire d'Al-Qaïda dans le monde.

Après la prière de l'aube et le petit déjeuner, un groupe de jeunes recrues, qui venaient d'abandonner leur uniforme pour des vêtements civils, discutait au milieu des cars et minibus qui devaient les emmener dans leurs villages.

Un regroupement coupable quand on sait que les kamikazes ciblent majoritairement les forces de sécurité d'un Etat qu'ils accusent d'avoir pactisé dès fin 2001 avec Washington, et auquel les taliban ont déclaré le jihad (la «guerre sainte») il y a près de quatre ans, à l'unisson d'Oussama Ben Laden en personne.

C'est justement pour venger le chef d'Al-Qaïda tué par un commando américain il y a 11 jours à une centaine de kilomètres plus à l'est, que les deux kamikazes issus des rangs taliban ont frappé ces jeunes.

Photo : DR

Un premier attentat d'envergure au Pakistan.

«Nos instructeurs nous avaient bien dit qu'il ne fallait pas rester en groupe», regrette Gul Momin, 21 ans, la jambe plâtrée sur son lit d'hôpital.

«On était si content» de partir en vacances, lâche-t-il. «J'étais en train de charger mon sac dans le car quand c'est arrivé, après la première explosion, je rampais pour me mettre à l'abri quand la seconde a retenti», se souvient-il.

Le premier kamikaze, à moto, a frappé au beau milieu des cars et minibus où s'entassaient les cadets. Le second a activé sa bombe quand les policiers et les secouristes aidaient les rescapés.

«Certains pleuraient allongés sur le sol, tandis que d'autres agonisaient dans leur sang, il y avait des morceaux de corps partout», raconte encore Gul Momin sur son lit d'hôpital à Peshawar, la grande ville du nord-ouest.

Hidayat Noor, 25 ans, a eu une partie du cou, la jambe gauche et l'épaule déchiquetées par la grenaille que renferment toujours les ceintures d'explosifs des kamikazes. «Quand j'ai ouvert les yeux, tout était détruit, j'ai vu des cadets hurler et appeler au secours, c'était horrible, un bain de sang», dit le rescapé.

Dans les salles, adjacentes, des soins intensifs, comme dans plusieurs autres hôpitaux de la région, une quarantaine de personnes parmi plus de 140 blessés sont entre la vie et la mort.

A Shabqadar, Bashir Ahmed Bilour, ministre provincial sans portefeuille, ne peut contenir sa colère. «Pourquoi ces bêtes visent-elles des innocents, ce n'étaient que de jeunes garçons qui allaient revoir leurs parents, eux aussi étaient musulmans, eux aussi étaient pachtounes (l'ethnie des taliban), je vous demande : pourquoi les taliban s'en prennent-ils à leurs propres compatriotes ? Ce n'est pas l'islam ça», s'insurge le ministre.

«Je suis blessé, mais je vous le jure : je suis prêt à mourir, en martyr, je n'ai pas peur de ces animaux !», s'exclame sur son lit d'hôpital le jeune cadet Naqeeb Ullah, 22 ans.